



Modèle de curriculum vitae (CV) pour un poste de cadre supérieur

Poste : (Indiquez le titre du poste pour lequel vous postulez)

Commissaire, Agriculture, développement rural, économie bleue et environnement durable (ARBE)

Informations personnelles :

Prénom et Nom :	Dr John Basera
Adresse physique :	273 Sheerwood, Philaladelphia, Borrowdale, Harare, Zimbabwe
Adresse électronique :	jonbasera@gmail.com
Numéro de téléphone :	+263 772 413 184
Date de naissance (jj/mm/aa) :	19/02/1986
Nationalité :	Zimbabwéen
Citoyenneté :	Zimbabwéen
Sexe :	Masculin

Déclaration de la vision (En mille (1 000) mots maximum, décrivez comment, à ce poste, vous comptez réaliser les aspirations énoncées dans l'Agenda 2063 et aborder les questions les plus urgentes auxquelles l'Afrique et la Commission sont confrontées)

1. Étant donné que l'avenir de l'Afrique est intrinsèquement lié à sa jeunesse, qui constitue la majorité de la population, il est impératif que leurs voix, leurs perspectives et leurs aspirations soient intégrées dans la prise de décision au plus haut niveau. Cela permettra non seulement de garantir la pertinence et l'efficacité des politiques et des programmes, mais aussi de favoriser un sentiment d'appropriation et d'inclusion au sein de la prochaine génération.
2. Je suis convaincu que l'Afrique envisagée dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) repose sur une agriculture et une économie rurales dynamiques, servant de pierre angulaire à la transformation socio-économique globale. Selon l'orthodoxie de la théorie du



développement, les révolutions industrielles réussies sont toujours précédées de révolutions agricoles catalysant la transformation structurelle. Cependant, la plupart des États membres de l'UA suivent actuellement une trajectoire peu orthodoxe en s'industrialisant sans transformer d'abord leur agriculture. Les révolutions agricoles réussies se caractérisent par une transformation totale des systèmes alimentaires, les alignant ainsi sur des paradigmes orthodoxes. L'industrialisation et la stabilité politique sont renforcées lorsque les denrées alimentaires et les matières premières sont abondantes et abordables, ce qui accélère le développement industriel durable.

Ma vision englobe un secteur agricole et une économie rurale qui :

- a. Garantissent la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous ;
- b. Approvisionnent un secteur industriel en pleine expansion avec une diversité de matières premières ;
- c. Fournissent une main-d'œuvre qualifiée aux industries en croissance ;
- d. Constituent une source significative de revenus et de création de richesses ;
- e. Génèrent des devises étrangères substantielles ; et
- f. Stimulent la formation de capital et l'épargne nationale.

3. La première décennie (2013-2023) de l'Agenda 2063 de l'UA s'est achevée avec un succès modéré et a jeté des bases solides pour les quatre décennies restantes. La prochaine étape consistera à initier une révolution significative des systèmes agricoles et alimentaires. Les principaux défis restent la faiblesse chronique de la productivité, le changement climatique et les forces mondiales adverses. Le fait que tous les États membres de l'UA soient coincés dans la catégorie des pays à revenu faible ou intermédiaire en raison de transformations structurelles peu orthodoxes représente un obstacle majeur. Cette stagnation économique les empêche de dépasser leur niveau actuel de revenu moyen. Le piège des revenus intermédiaires résulte d'économies duales, où la majorité, en particulier dans les zones rurales, est déconnectée de l'industrie manufacturière et des activités commerciales secondaires. Le piège des revenus intermédiaires se caractérise par des taux de croissance économique stagnants, une aggravation de la pauvreté, du chômage, un rétrécissement du marché intérieur, des inégalités croissantes et, par conséquent, des conflits sociaux et



politiques inévitables. Les « Tigres » et « Dragons » asiatiques, dont la Chine est le plus récent exemple, ont réussi à surmonter le piège des revenus intermédiaires grâce à des réformes massives des politiques publiques, modifiant ainsi l'architecture de leur planification. Ces réformes étaient inextricablement liées à l'industrie manufacturière, à l'utilisation de stratégies d'économie unique, d'intégration et d'industrialisation rurale.

4. Ma vision pour les quatre décennies restantes de l'Agenda 2063 de l'UA est un retour à une transformation structurelle orthodoxe axée sur l'agriculture, permettant de surmonter le piège des revenus intermédiaires avant qu'il ne survienne :
 - a. Pendant la deuxième décennie (2023-2033) : Ma priorité serait d'améliorer les modalités de mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Le principe des 10 % du PDDAA est excellent. La politique budgétaire doit favoriser une approche "globale de la société", incluant des programmes complets de soutien aux agriculteurs tels que les services de vulgarisation agricole, l'accès au financement et les investissements pour la protection du climat. La population rurale africaine fait déjà partie intégrante du système alimentaire primaire. L'étape suivante consisterait à les moderniser et à les relier à l'industrie manufacturière et au commerce. D'ici 2033, l'Afrique doit devenir un exportateur net de denrées alimentaires et de biens à valeur ajoutée.
 - b. Pendant la troisième décennie (2033-2043) : L'agriculture africaine développe des liens plus étroits avec l'industrie, élargissant les classes moyennes rurales (de 4 à 20 USD par jour), les consommateurs les plus rapides de biens et de services fabriqués localement, et poussant l'économie vers l'orthodoxie par le biais de la croissance de l'économie rurale. Les revenus excédentaires générés par l'agriculture sont désormais investis dans des secteurs autres que l'agriculture. La fiscalité directe et indirecte et l'inclusion financière seront possibles d'ici 2043.
 - c. Pendant la quatrième décennie (2043-2053) : La majeure partie de la population africaine sera désormais urbaine (plus de 60 %) ; l'agriculture sera pleinement intégrée dans l'économie de marché. La part de l'alimentation dans les budgets urbains continuera de diminuer. Les économies africaines dépasseront le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et se situeront au-delà du MIT.



- d. Pendant la cinquième décennie (2053-2063) : L'agriculture et l'économie rurales africaines feront partie d'une économie industrielle, et plus de 70 % de la population sera urbaine. L'Afrique succédera à la Chine en tant que plus grande économie et figurera parmi les trois plus grandes économies manufacturières mondiales.
5. Une transformation socio-économique axée sur l'agriculture répond simultanément aux priorités programmatiques plus larges de l'UA. À mesure que le piège des revenus intermédiaires recule, les sources de conflits diminuent également, ce qui améliore les perspectives en matière de démocratie, de droit et de droits de l'homme. L'industrialisation réalisée grâce à la production de masse, à la transformation de masse et à la consommation de masse de produits locaux signifie que les femmes et les jeunes en bénéficient de manière significative. Le développement commercial et industriel permettra à l'AfCFTA d'évoluer vers un marché commun, tout en accélérant la mise en place d'une Afrique sans visa. La migration de la main-d'œuvre deviendra moins controversée. La priorité accordée aux aliments et aux modes de vie traditionnels de l'Afrique améliorera la santé publique et réduira les coûts de santé.
6. Interventions :
- La durabilité environnementale et la résilience climatique nécessitent une intensification de l'agriculture. Les innovations en matière de recherche et de développement doivent être transposées à grande échelle, notamment celles visant à améliorer le capital naturel, comme la santé des sols, pour la fourniture de services écosystémiques et de solutions de valorisation durables.
 - L'économie bleue, fondée sur la pêche, l'aquaculture, le tourisme, les transports, les ports, l'exploitation minière côtière et l'énergie, servira de point d'ancrage à une transformation structurelle durable.
 - Les secteurs agricole et rural ont besoin d'innovations financières structurées. Chaque État membre de l'UA doit créer une banque foncière ou un organisme équivalent pour développer et réhabiliter les infrastructures. Une structure potentielle pourrait être une banque de développement et de terres agricoles appartenant à des Africains, éventuellement incubée par la BAD ou d'autres institutions.
 - Je suis prêt à relever les défis de l'Afrique en matière de gouvernance foncière et à saisir les opportunités de transformation de son secteur agricole.



- e. La commercialisation de l'agriculture est essentielle car elle se concentre sur l'augmentation de la production, de la productivité et de la rentabilité par l'intégration au marché et la création de valeur ajoutée. Il s'agit de produire plus avec moins, tout en obtenant des retours sur investissement positifs et en émettant moins de gaz à effet de serre. Elle doit être encouragée.
- f. L'AfCFTA devrait accélérer le commerce intra- et interrégional de produits finis plutôt que de matières premières, ce qui, avec d'autres initiatives, pourrait porter la part de l'Afrique dans la contribution manufacturière mondiale à plus de 5 % d'ici 2030. Cela est d'autant plus urgent que les importations de denrées alimentaires en Afrique devraient s'élever à plus de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2030.
- g. Mettre en place des bourses de produits agricoles pour les cultures stratégiques – la possibilité d'une bourse de produits agricoles unique pour l'Afrique est essentielle pour soutenir la mise en œuvre de l'AfCFTA.

En conclusion, ma vision est celle d'une Afrique inclusive et prospère qui ne laisse personne ni aucun endroit à la traîne !

Profil de cadre : *(En trois cents (300) mots maximum, fournissez un résumé et les points forts de vos compétences, expériences, objectifs et réalisations)*

Leader d'opinion primé et champion de la transformation, fort de plus de quinze ans d'expérience dans le domaine de l'agro-industrie et du développement au Zimbabwe et en Afrique. Constamment engagé en faveur de résultats concrets, de l'innovation, de la haute performance et de l'inclusion, il a figuré en tête de la liste des quarante (40) leaders les plus influents de moins de 40 ans au Zimbabwe en 2020, 2021 et 2022. Dr. Basera a été nommé secrétaire permanent le plus performant en 2021 et 2022. Il a fait ses preuves en dirigeant des équipes hautement performantes et en dépassant les objectifs dans des environnements difficiles, notamment en augmentant la production de maïs de 200 % et la production de blé de 326 % en tant que secrétaire permanent des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et du développement rural au Zimbabwe. Dirigeant très adaptable, doté de



compétences exceptionnelles en matière d'analyse, de planification et de résolution de problèmes, il possède une expertise approfondie des protocoles commerciaux et des technologies agricoles transformationnelles (agriculture intelligente, protection du climat, agriculture de précision, SIG), ainsi que de la prise de décision fondée sur les données.

Grâce à son expérience en matière de leadership, notamment en tant que secrétaire permanent du gouvernement zimbabwéen, Dr. Basera a joué un rôle déterminant dans la transformation de l'agriculture, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la promotion du développement rural. Il a dirigé une équipe qui a mis en œuvre avec succès des stratégies visant à accroître la production et les exportations agricoles, dépassant les objectifs fixés trois années consécutives. En conséquence, et pendant son mandat, le pays a réalisé sa première exportation de céréales depuis la fin des années 1990, témoignant ainsi de la transformation du secteur agricole.

John a également dirigé le lancement du Zimbabwe Mercantile Exchange (ZMX), une plateforme d'échange de produits agricoles, mettant en place un mécanisme de découverte des prix axé sur le marché. Il a été le fer de lance de mécanismes de financement innovants et de plateformes technologiques visant à moderniser le secteur, comme la plateforme FMIS (Système de gestion et d'information agricole) qui englobe diverses innovations dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Adhésion à des associations professionnelles (liste des organismes professionnels dont vous êtes membre, précisez la fonction le cas échéant)

- Société de Science des Cultures du Zimbabwe (membre)
- Association des Sélectionneurs de Plantes du Zimbabwe (membre)



Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: 251115517700/251115526373
 Fax:251115518718/251115536950 Website: www.au.int

Qualifications académiques et professionnelles (Indiquez vos qualifications académiques et professionnelles, en commençant par la qualification la plus élevée)			
Nom de l'institution	Adresse de l'institution (adresse postale, numéros de téléphone et site web)	Qualification reçue	Année d'obtention
École Suisse de Management (SSM), Rome, Italie Programme doctoral conjoint avec l'Institut de Management de l'Afrique de l'Est et du Sud (ESAMI)	Piazza del Biscione 95, Rome, Latium 00186 +39 06 400 493 20 www.ssm.swiss	Doctorat en Administration des Affaires – Développement de l'Agro-industrie	2019
Institut de Management de l'Afrique de l'Est et du Sud (ESAMI) Arusha, Tanzanie	Tel : +255 27 297 00 70/1/2/3 www.esami-africa.org	Master en Administration des Affaires	2015
Université du Zimbabwe (UZ)	P.O.Box MP167 Mt Pleasant Harare Tel : +263 24 2303211 www.uz.ac.zw	Licence en Sciences-Agriculture	2010

Autre formation pertinente (Indiquez les autres formations/cours certifiés que vous avez suivis et qui sont pertinents pour cette fonction)			
Titre de la formation	Organisme ou institution de certification	Adresse de l'institution (adresse postale, numéros de téléphone et site web)	Année de participation



Expérience professionnelle (Indiquez votre expérience professionnelle en commençant par la plus récente ou la plus ancienne. <i>Donnez un historique complet de votre travail et incluez/modifiez le tableau en conséquence pour saisir votre expérience professionnelle</i>)	
Nom de l'organisation/employeur : GOUVERNEMENT DU ZIMBABWE : MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT LOCAL, DES TRAVAUX PUBLICS ET DU LOGEMENT NATIONAL	
Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web) Bag 7755 Causeway, Harare Makombe Building, Cnr L. Takawira Avenue/H. Chitepo Street, Harare, Zimbabwe +263242794189 www.mlg.gov.zw	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Secrétaire Permanent
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	11/2023 à ce jour
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	60, y compris les Directeurs généraux et les Directeurs Effectif du ministère - 3 700
<i>Responsabilités</i>	Désigné par le président de la République du Zimbabwe en tant que chef de ministère et conseiller politique auprès du Bureau du Président et du Cabinet, spécialisé dans les questions de développement rural et urbain, d'environnement bâti, de travaux publics et de gestion des risques de catastrophe. Je préside le groupe de travail du Comité Ministériel sur l'environnement, la prévention et la gestion des catastrophes. Je dirige une équipe de 3 700 employés ministériels qui supervisent 92 autorités locales, des chefs traditionnels et des entreprises publiques, tout en administrant un budget annuel de 600 millions de dollars.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Prestation de services et amélioration des processus : Auteur du plan d'action Call2Action pour les autorités locales, afin d'établir, de suivre et d'améliorer la prestation de services au



	<p>Zimbabwe pour atteindre le statut d'économie de classe moyenne supérieure, conformément à la Vision 2030.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Automatisation et amélioration des processus : Mise en place du système de planification des ressources de l'entreprise LADS (Local Authorities Digital Systems) dans l'ensemble des 92 autorités locales du Zimbabwe, ce qui a permis d'améliorer la collecte des recettes et la gestion efficace des ressources. • Planification du développement : Le programme d'élaboration du plan directeur a été mené à bien pour concevoir et développer les zones économiques et les nouvelles villes. • Financement des infrastructures : Introduction du modèle de financement des infrastructures, faisant appel à des capitaux institutionnels (fonds de pension, d'assurance et de prévoyance) et privés par le biais de garanties gouvernementales structurées. • Gestion et administration du territoire : Rédaction des nouvelles lignes directrices pour la gestion et l'administration du territoire national, permettant d'assainir la gestion du territoire et d'assurer un développement planifié et organisé. • Embellissement et rénovation urbaine : Lancement de l'opération « Ville propre » par le biais d'une ordonnance de développement pour les villes du Zimbabwe, améliorant l'embellissement et la rénovation urbaine. • Modernisation des plans directeurs : Lancement et déploiement d'une opération éclair de développement des plans directeurs pour les autorités locales dont les plans sont obsolètes, améliorant ainsi la planification des terrains et des logements et réduisant les implantations et développements dysfonctionnels et irréguliers. • Gestion des risques de catastrophes : Élaboration des principes du projet de loi sur la gestion des risques de catastrophes, afin d'adapter le cadre législatif aux questions contemporaines, émergentes et multiformes de la gestion des risques de catastrophes. • Centre de gestion des catastrophes : Supervision de l'opérationnalisation du nouveau centre de gestion des catastrophes, un centre à guichet unique visant à améliorer la coordination de toutes les parties prenantes concernées. • Construction et réhabilitation des routes : Introduction d'un modèle intégré de construction et de réhabilitation des routes
--	---



	<p>(Nhimbe/Ilima) pour les autorités locales, améliorant la circulation et stimulant le développement économique local dans les communautés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décentralisation : Élaboration du manuel sur la dévolution et la décentralisation, et lancement du programme de dévolution et de décentralisation au Zimbabwe, constituant l'un des piliers de la vision du gouvernement visant à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030. • Aide nationale et internationale : Direction de l'élaboration du document d'appel à l'aide nationale et internationale à la lumière de la catastrophe de sécheresse provoquée par El Niño en 2024. • Coordination de l'appel éclair pour la sécheresse : Coordination de l'élaboration de l'appel éclair pour la sécheresse (mai 2024 - avril 2025), en réponse à la sécheresse provoquée par El Niño.
<p>Nom de l'organisation/employeur : GOUVERNEMENT DU ZIMBABWE : MINISTÈRE DES TERRES, DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DE L'EAU ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL</p>	
<p>Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web) Ngungunyana Building, 1 Borrowdale Road, Harare, Zimbabwe +263242797425 www.moa.gov.zw</p>	
<p><i>Poste occupé (titre du poste)</i></p>	<p>Secrétaire Permanent</p>
<p><i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i></p>	<p>1/2020 – 11/2023</p>
<p><i>Nombre de personnes encadrées</i></p>	<p>85, y compris les Directeurs Généraux et les Directeurs Effectif du ministère – 18 000</p>
<p><i>Responsabilités</i></p>	<p>Nommé par le président de la République du Zimbabwe en tant que ministre et conseiller politique auprès du bureau du président et du cabinet</p>



	<p>pour les questions relatives à l'agriculture, aux systèmes alimentaires, au développement rural, à la gestion et à l'administration des terres, à la pêche, à la gestion de l'eau et au développement des infrastructures hydrauliques. Il dirige 18 000 employés ministériels, supervise 13 entreprises publiques, 4 instituts de services techniques et gère un budget annuel de 500 millions de dollars.</p>
<p><i>Réalisations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Transformation économique de l'agriculture : Conception et mise en œuvre de la stratégie de transformation de l'agriculture et des systèmes alimentaires (2020-2024). Cette stratégie a propulsé le secteur agricole zimbabwéen de 5,2 milliards de dollars avant 2020 à 9,9 milliards de dollars en septembre 2023, atteignant ainsi un objectif initialement prévu pour 2026. • Sécurité alimentaire et nutritionnelle : Exécution des plans de relance et de croissance de l'agriculture et de l'élevage. Ces plans ont permis au Zimbabwe de passer du statut d'importateur net de denrées alimentaires jusqu'en 2019 à celui d'exportateur net de denrées alimentaires de 2020 à 2023 : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmentation de 200 % de la production de maïs, passant de moins de 907 000 tonnes en 2019 à un record de 2,7 millions de tonnes d'ici fin 2022, alors que les besoins nationaux annuels s'élèvent à 2,2 millions de tonnes ; ✓ La production de blé est passée de 92 000 tonnes en 2019 à 400 000 tonnes en 2023, pour un besoin national annuel de 360 000 tonnes ; ✓ Le secteur de l'élevage a vu son cheptel national augmenter de 5 millions avant 2020 à 5,5 millions en 2023 ; ✓ La production de lait cru est passée de 75 millions de litres en 2019 à plus de 100 millions de litres en décembre 2023, pour un besoin national annuel de 120 millions de litres, réduisant ainsi les importations de lait et de produits laitiers de 9 millions de kilogrammes en 2019 à moins de 4 millions de kilogrammes en 2023.



	<ul style="list-style-type: none"> • Développement rural et agro-industrialisation : Conception de la stratégie de développement rural 8.0, incluant des programmes destinés aux cultures, à la pêche et à l'élevage. Cette stratégie a permis d'améliorer la productivité agricole et le niveau de vie dans les zones rurales. L'amélioration de la mobilité et de l'outillage des agents de vulgarisation a significativement amélioré le moral des employés de première ligne et le taux de contact entre les agents de vulgarisation et les agriculteurs. • Commerce agricole et développement de l'agro-industrie : Adoption des stratégies de transformation de la chaîne de valeur du tabac et de relance et de croissance de l'horticulture. La valeur des exportations horticoles est passée de 40 millions de dollars en 2019 à plus de 70 millions de dollars en 2023 ; les exportations de coton ont augmenté de 15 millions de dollars avant 2019 à plus de 80 millions de dollars d'ici la fin de 2023. A dirigé le lancement réussi du Zimbabwe Mercantile Exchange (ZMX), une plateforme d'échange de produits agricoles qui a contribué à établir un mécanisme de découverte des prix axé sur le marché et à réduire considérablement la dépendance au financement gouvernemental pour la production et la commercialisation des produits agricoles. • Agriculture intelligente face au climat : Conception et mise en œuvre de programmes d'agriculture de conservation (Pfumvudza/Intwasa), de réhabilitation et de développement accéléré de l'irrigation, d'adaptation agro-écologique, de collecte de l'eau et de construction de barrages. L'adoption massive des principes de l'agriculture de conservation au Zimbabwe entre 2020 et 2023 a permis de rendre le sous-secteur de la production alimentaire résilient face au climat et d'augmenter la productivité du maïs de plus de 180 %, passant de 0,4 tonne par hectare avant 2020 à 1,4 tonne par hectare d'ici 2022. Le concept d'agriculture de conservation a été discuté lors du sommet « Nourrir l'Afrique » à Dakar (Sénégal) en janvier 2023. Il est prévu de le mettre en œuvre à l'échelle africaine en tant que « panacée pour protéger la
--	---



	<p>production alimentaire des petits exploitants contre les effets du changement climatique ». La superficie irriguée est passée de 152 000 hectares en 2019 à 203 000 hectares en 2023. Onze barrages et autres infrastructures de collecte de l'eau ont été construits de 2020 à 2023 dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. La mise en œuvre du programme d'adaptation agro-écologique a conduit à une augmentation de la production de petites céréales résilientes au climat.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financement de l'agriculture et développement de la chaîne de valeur : J'ai dirigé la création de l'AFC Agricultural Finance Corporation Holdings (AFC), qui est devenue l'une des plus grandes institutions financières agricoles dès sa première année d'activité, en se concentrant sur le financement du développement à l'aide de fonds institutionnels. J'ai structuré des garanties de performance qui ont permis aux banques de prêter aux agriculteurs sans garanties préalables, augmentant ainsi la participation des banques dans le financement agricole et réduisant de manière significative les prêts non productifs. • Technologie, innovation et modernisation agricoles : Lancement de la plateforme FMIS comprenant le Zimbabwe Online Agricultural College, e-Agriculture, e-Cadastre, AgriTips365, e-Agriculture Handbook et Agriculture Open Data Kit. Ce dernier est un outil de collecte d'informations utilisé par 7 000 agents de vulgarisation pour le Système de gestion des informations sur le bétail (Livestock Information Management System), le Système de gestion des informations sur les cultures (Crop Information Management System), le Système de gestion des informations sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu rural (Rural WASH Information Management System), ainsi que d'autres innovations TIC, et la mise en place d'installations de mécanisation d'une valeur de plus de 200 millions de dollars, avec l'importation par le gouvernement de plus de 4 400 tracteurs, ont amélioré l'efficacité de la production, la productivité, la rentabilité, la formulation de
--	--



	<p>politiques basées sur des données et la diffusion d'informations agricoles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inclusivité : Introduction d'un système de quotas réservant des terres et des programmes phares à des groupes spécifiques tels que les jeunes et les femmes, ne laissant personne ni aucune démographie à l'écart. Cela a permis d'accroître la participation des femmes et des jeunes à l'agriculture, représentant respectivement 52 % et 62 % de la population zimbabwéenne.
<p>Nom de l'organisation/employeur : CBZ Holdings Limited (Filiale : CBZ AGRO-YIELD)</p>	
<p>Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web) 100 Borrowdale Road, Celestial Park, Harare, Zimbabwe +263 242708050</p>	
<p><i>Poste occupé (titre du poste)</i></p>	<p>Directeur Général</p>
<p><i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i></p>	<p>2/ 2019 – 12/2019</p>
<p><i>Nombre de personnes encadrées</i></p>	<p>25, dont les administrateurs et les gestionnaires Plus de 1 000 dans l'entreprise</p>
<p><i>Responsabilités</i></p>	<p>Désigné pour formuler et mettre en œuvre le programme de substitution des importations facilité par le gouvernement et dirigé par le secteur privé pour la saison agricole 2019/20, appelé « Programme National d'Amélioration de la Productivité Agricole » (<i>National Enhanced Agricultural Productivity Scheme -NEAPS</i>).</p>
<p><i>Réalisations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariat public-privé : Conception et mise en œuvre réussies du programme de développement de l'irrigation (Programme National d'Amélioration de la Productivité Agricole), établissant un consortium d'acteurs de la chaîne de valeur agricole



	<p>du secteur privé dans le cadre du Programme National d'Amélioration de la Productivité Agricole. Il a conclu des contrats avec plus de 15 000 cultivateurs sous-traitants de maïs et de soja, couvrant respectivement 200 000 et 60 000 hectares. Le programme a permis de produire plus de 750 000 tonnes de maïs, soit 34 % des besoins nationaux annuels, et 60 000 tonnes de soja, soit 67 % de la production annuelle totale de soja.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Automatisation des processus : Conception et mise en œuvre réussies du système de bons électroniques pour l'agriculture dans le cadre du programme d'agriculture contractuelle. • Orientation vers les résultats : Taux de recouvrement des prêts de 85 % (taux de prêts non performants inférieur à 15 %) au cours de la première année, alors que l'objectif était de moins de 17 %. • Introduction et mise en œuvre du programme intitulé Croissance du Rendement des Agriculteurs (Farmer Yield Growth) : Ce programme renforce les capacités techniques de tous les agriculteurs participants par le biais d'une formation aux bonnes pratiques agricoles et à l'agro-entrepreneuriat. Les rendements du modèle agricole A2 ont ainsi augmenté de manière significative.
<p>Nom de l'organisation/employeur : GROUPE SEED CO</p>	
<p>Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web) PO Box WGT 64, Westgate, Harare, Zimbabwe +263 242308881/308127 www.seedcogroup.com</p>	



<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Directeur des services agronomiques et de vulgarisation (Afrique)
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	5/2015 – 1/2019
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	20, dont des agronomes nationaux, des gestionnaires techniques et des agronomes
<i>Responsabilités</i>	Nommé à la tête de la fonction Agronomie et Services de Vulgarisation, et responsable de l'augmentation des ventes grâce aux programmes d'amélioration de la productivité dans 17 pays africains, sous la responsabilité des Directeurs Généraux du cluster.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Maximisation de la productivité : Modélisation et conseils sur les mégaprojets agricoles tels que le programme spécial de maïs pour la substitution des importations (Command Agriculture 2015-18), visant à maximiser la production de maïs, de soja et de blé pour la substitution des importations. Ce programme a contribué à hauteur de 20 à 30 % à la production alimentaire nationale. • Partenariat public-privé : Négociation et structuration de méga-accords sur les semences entre le gouvernement et les acteurs du secteur privé dans le domaine de l'agriculture contractuelle. • Augmentation des rendements des agriculteurs : Lancement de programmes télévisés et radiophoniques nationaux « Talking Farming », axés sur la promotion des bonnes pratiques agricoles, ce qui a entraîné une augmentation des rendements et de la part de marché de Seed Co. • Croissance du marché : Participation au développement, à l'essai et à la diffusion des produits en tant que membre du comité de diffusion des variétés de Seed Co, conduisant à l'adoption généralisée de variétés intelligentes face au climat telles que SC659, SC649 et SC555, diffusées et commercialisées dans plus de 10 pays africains. • Gestion des ravageurs : Il a mené avec succès des essais de pesticides et de « concoctions » contre la chenille légionnaire



	<p>d'automne et a recommandé pour la première fois l'Emamectin Benzoate (ingrédient actif) aux agriculteurs en 2015, lorsque ce ravageur a été signalé au Zimbabwe.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection des cultures : A dirigé une équipe qui a testé pour la première fois Fortenza Duo en tant qu'option préventive de traitement des semences contre la chenille légionnaire d'automne au Zimbabwe, avec le soutien financier de la Banque Africaine de Développement (BAD).
Nom de l'organisation/employeur :	
DUPONT PIONEER ZIMBABWE (SARL)	
Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web)	
PO Box 99 Ruwa, Harare	
Tél : +263 8677 173778	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Agronome régional chargé du marketing
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	1/2013 – 4/2015
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	9, y compris les agronomes commerciaux et techniques et les représentants commerciaux
<i>Responsabilités</i>	Nommé pour accroître les rendements des agriculteurs et la part de marché pour les semences de maïs, sous la responsabilité du Directeur du Marketing.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance du marché : A réussi à faire passer la part de marché de DuPont de 10 % à 25 % sur une période de deux ans jusqu'en 2014.
Nom de l'organisation/employeur : MATANUSKA (SARL)	



Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web)	
5179 Tameside Close, Nyakamete, Mutare, Zimbabwe +263 2060982 www.matanuska.co.zw	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Directeur des Cultures
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	8/2010 - 12/2012
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	7 personnes, dont des chefs de section et des chefs de service Nombre total d'employés : plus de 250
<i>Responsabilités</i>	Recruté pour superviser les opérations agricoles dans les plantations de bananes de 250 hectares et de litchis de 20 hectares.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance de la productivité : Mise en place d'un système de culture itinérante et contractuelle de bananes dans les régions de Burma Valley, Honde Valley et Chipinge (Mutema et Chibuwe) et augmentation de la productivité de la banane de 5 %, soit 48 tonnes par hectare et par an. • Amélioration continue : Amélioration du taux de qualité des emballages de 87 % à 90 %.

Aptitudes et compétences (En cinq cents (500) mots maximum, démontrez comment votre expérience et vos qualifications correspondent aux aptitudes et compétences décrites dans le profil du poste auquel vous postulez)

Leadership - Vision stratégique et compétences avérées en matière de gestion d'organisations complexes aux niveaux national, régional et international :

- En tant que secrétaire permanent de deux ministères zimbabwéens importants, supervisant des portefeuilles et des budgets considérables, j'ai constamment démontré ma capacité à diriger des organisations complexes au niveau national.



- Mon expérience en tant que directeur des services d'agronomie et de vulgarisation du groupe Seed Co Group Limited, opérant dans 17 pays africains, démontre ma compétence à gérer des opérations à l'échelle régionale.
- Ma participation à des forums et comités internationaux, tels que le groupe consultatif du Fonds Central pour les Interventions d'Urgence (CERF) et Comité Technique des Ressources en Eau (WRTC) de la SADC, met en évidence mon expérience au niveau international.

Fixer des normes claires en matière de responsabilité et de gestion des risques :

- Mon engagement en faveur de l'intégrité financière est manifeste dans la mise en œuvre réussie du Programme National d'Amélioration de la Productivité Agricole (National Enhanced Agricultural Productivity Scheme NEAPS) en tant que directeur général de CBZ-Agro-Yield, où j'ai obtenu un taux de recouvrement des prêts de 85 % dès la première année.
- En tant que secrétaire permanent, j'ai mis en place des systèmes robustes de gestion des risques et de prévention de la fraude, garantissant une gestion financière saine et transparente.

Leadership intellectuel, gestion du changement, créativité et innovation :

- Mes recherches doctorales sur les chaînes de valeur du maïs pour les petits exploitants au Zimbabwe et mes publications dans des revues académiques témoignent de mon leadership intellectuel dans le secteur agricole.
- Avoir été le fer de lance de la création de l'AFC (Agricultural Finance Corporation Holdings), une institution financière agricole majeure, démontre ma capacité à développer des solutions financières innovantes.
- Le lancement de la plateforme FMIS, qui englobe diverses innovations en matière de TIC dans l'agriculture, témoigne de mon engagement à utiliser la technologie pour le développement agricole.
- J'ai mis en œuvre des techniques d'agriculture de conservation à l'échelle nationale, ce qui a permis d'augmenter la production de maïs de 200 % et la productivité de 189 %, passant de 0,5 tonne/ha en 2019 à 1,4 tonne/ha pour la saison 2020/21.

Capacité à diriger des équipes multiculturelles :



- Diriger des équipes dans 17 pays africains chez Seed Co Group Limited et collaborer avec des organisations internationales comme la FAO et le FIDA démontre ma capacité à diriger des équipes multiculturelles et à établir des relations dans des contextes culturels divers.

Capacités organisationnelles :

- J'ai fait passer la part de marché de Seed Co Group Limited de 52 % à 60 % en deux ans en améliorant les performances de l'équipe et les programmes de formation. Cela témoigne de l'importance accordée au développement des talents et à l'amélioration des compétences de l'équipe, conduisant à une croissance significative de l'entreprise.

Gestion stratégique des risques :

- L'obtention d'un taux de recouvrement des prêts de 85 % au cours de la première année du Programme National d'Amélioration de la Productivité Agricole, dépassant l'objectif initial de 83 %, met en évidence mes compétences solides en matière de gestion des risques dans le contexte d'un programme financier à grande échelle, garantissant ainsi sa durabilité et son succès.

Création de partenariats :

- J'ai forgé des partenariats public-privé pour le Programme National d'Amélioration de la Productivité Agricole, collaboré avec des organisations internationales telles que la FAO et le FIDA, et négocié des contrats de semences avec diverses parties prenantes. Ces collaborations fructueuses démontrent ma capacité à créer des alliances solides entre les secteurs et les zones géographiques afin d'atteindre des objectifs communs.

Culture de la responsabilité :

- J'ai mis en œuvre des garanties de performance dans le cadre du Programme National d'Amélioration de la Productivité Agricole et établi des systèmes financiers transparents en tant que secrétaire permanent, témoignant ainsi de mon engagement en faveur de la responsabilité et d'une utilisation efficace des ressources.



Communication efficace :

- J'ai fait des présentations lors de forums internationaux tels que la Conférence africaine sur le commerce des semences en 2018 et présidé divers comités aux niveaux national et régional. Cela met en évidence ma capacité à communiquer efficacement avec divers publics, à influencer les parties prenantes et à dégager un consensus sur des questions cruciales.

Réalizations / Accomplissements : *(En cinq cents (500) mots maximum, indiquez toute autre réalisation en plus de celles mentionnées dans expérience professionnelle que vous souhaitez mettre en avant)*

En tant que secrétaire permanent du ministère des Terres, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Eau et du Développement rural et du ministère des Collectivités locales et des Travaux publics, de janvier 2020 à ce jour, j'ai accompli ce qui suit :

1. Au niveau national, j'occupe actuellement le poste de coordinateur national de l'aide humanitaire et dirige, au niveau technique, les programmes de réponse, d'atténuation et de gestion des catastrophes du Zimbabwe. Grâce à l'architecture de la protection civile, j'ai élaboré l'appel à l'aide national et international ainsi que l'appel éclair pour la sécheresse en réponse à la sécheresse induite par El Niño en 2024.
2. Au niveau international, je suis membre du groupe consultatif du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) depuis 2023.
3. J'ai présidé le Comité d'action national sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (2020-2023), qui était chargé de coordonner les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène entre les ministères, les bailleurs de fonds, les partenaires, les banques de développement, les autres parties prenantes et les agences des Nations unies.
4. Entre 2020 et 2023, j'ai été commissaire de la Commission du cours d'eau du Zambèze (ZAMCOM), de la Commission du cours d'eau du Limpopo (LIMCOM) et des Commissions des cours d'eau du Budzi, du Pungwe et de la Save. Ces organisations gèrent les trois bassins fluviaux comportant des cours d'eau transfrontaliers que le Zimbabwe partage avec les États riverains adjacents, conformément au protocole actualisé de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sur les cours d'eau partagés.



5. J'ai été membre du Comité technique des ressources en eau (WRTC) de la SADC de 2020 à 2023, un groupe de hauts fonctionnaires (secrétaires permanents/directeurs généraux) chargé d'évaluer les documents et de fournir des ordres du jour annotés pour les décisions politiques.
6. Au niveau continental, j'ai été le principal membre du Comité consultatif technique (TAC) du Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW) du Zimbabwe et j'ai contribué à jeter les bases de la présidence régionale de l'Afrique australe par le Zimbabwe, tant au niveau des hauts fonctionnaires qu'au niveau ministériel, à partir de 2025.
7. J'ai été membre du conseil d'administration du Réseau d'analyse de l'alimentation, de l'agriculture, des ressources naturelles et des politiques de 2020 à 2023.
8. J'ai présidé le comité de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Ressources Naturelles de la SADC en 2021.
9. J'ai été coordinateur national des projets du Fonds international de développement agricole (FIDA) et point focal national du projet de la Banque africaine de développement (BAD) sur la chaîne de valeur de la viande bovine et du cuir, de 2020 à 2023.
10. J'ai coordonné le sommet de la FAO sur les systèmes alimentaires en 2021.
11. J'ai exercé les fonctions de point focal du Zimbabwe pour les ressources génétiques animales, de point focal pour les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et de point focal pour le Forum mondial sur la biodiversité, de 2020 à 2023, au Bureau international des ressources animales de l'Union africaine (AU IBAR).

Publications (le cas échéant) : *(Fournir la liste des publications dont vous êtes l'auteur ou le co-auteur, fournir les liens pour accéder à ces publications si elles sont en ligne)*

1. « Examen de la chaîne de valeur du secteur du maïs des petits exploitants au Zimbabwe : quelles mesures peuvent être mises en place pour la mise à niveau ? » Projet de recherche soumis dans le cadre de l'obtention partielle du doctorat en administration des affaires, 2019.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: 251115517700/251115526373
Fax:251115518718/251115536950 Website: www.au.int

2. « Comprendre la rentabilité des petites entreprises de maïs avec le système actuel de commercialisation du maïs au Zimbabwe : le cas du district de Mazowe » Asian Journal for Agriculture and Rural Development (2016).
3. « Évaluation de la productivité et de la rentabilité du maïs des petits exploitants au Zimbabwe » Projet de recherche soumis dans le cadre de l'obtention d'une maîtrise en administration des affaires, 2015.

Langues de travail (Indiquez vos niveaux de compétence en expression orale, en lecture et en écriture pour les langues de l'UA ci-dessous *Exemples de niveaux de compétence : Excellent, bon, moyen ou mauvais*)

Langues de travail	Parler	Lire	Écrire
Arabe			
Anglais	Excellent	Excellent	Excellent
Français			
Portugais			

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: 251115517700/251115526373
 Fax:251115518718/251115536950 Website: www.au.int

Références (Indiquez trois personnes comme références avec les détails ci-dessous *Une référence doit être professionnelle et l'autre personnelle.*)

Prénom et Nom	Poste et organisation	Coordonnées	Référence
Dr. Martin Rushwaya	Secrétaire en chef du président et du cabinet, gouvernement du Zimbabwe	+263774343445	Professionnel
Prof. John Derera	Directeur Principal (sélection et pré-sélection des plantes) CGIAR	+27839543616 dereraj@gmail.com	Professionnel
Mr. Marc Holtzman	Ancien président de groupe, Commercial Bank of Zimbabwe (CBZ) Holdings et Commercial Bank of Rwanda	+1 (970)9483353 Marc.holtzman@gibbson-intl.com	Personnel

Certification

Je, soussigné, certifie que ces informations me décrivent correctement, et décrivent mes qualifications et mon expérience.

Prénom et Nom	Dr John Basera
Signature	J. Basera
Date	03/06/2024